

# Conclusion

Dans l'itinéraire intellectuel de Barrès, les premières années de notre siècle sont les années charnières en même temps qu'elles sont celles de la pleine mesure. Sa pensée politique a pris sa tournure définitive ; sur le nationalisme — son nationalisme — il a tout dit. Après, pendant la guerre et l'après-guerre, à ses théories il n'ajoutera que des aménagements de détail dont l'étude, tout en ne manquant assurément pas d'intérêt, ne laisse apparaître aucun élément bien nouveau. Dans ses écrits ou dans son action politique, ce sont les vieux thèmes antidreyfusards qui reviennent, tout comme reviennent les idées déjà contenues dans *L'Appel au soldat* ou dans *Les Bastions de l'Est*.

Tel qu'il se fixe en ce début de siècle, le nationalisme barrésien présente deux aspects : l'un dynamique et mystique, plébéien et socialisant, l'autre, bourgeois et conservateur, attaché aux principes d'ordre et de hiérarchie et à la vision d'une société préindustrielle, stable et paternaliste, nourrie des valeurs catholiques. A l'issue de l'Affaire et de la débâcle politique du mouvement nationaliste face aux partis du Bloc, c'est ce second aspect qui prend le dessus, mais il ne saurait faire oublier le premier, de loin le plus original, celui dont l'influence a été finalement la plus grande.

Le nationalisme populaire et autoritaire, le nationalisme antibourgeois et antiparlementaire, le nationalisme des diatribes contre les riches, contre les injustices économiques, le nationalisme d'une certaine démagogie socialisante est essentiellement le produit d'une crise de la démocratie. A des moments divers et dans des contextes dissemblables, cette crise revêt des formes différentes. A la fin des années quatre-vingts, en France, elle s'exprime dans le boulangisme. Ceci explique pourquoi dans le boulangisme, même et surtout le boulangisme barrésien, le sursaut antilibéral pèse d'un poids singulièrement plus lourd que les images de la défaite. Bien sûr, le boulangisme sut mobiliser l'ardeur patriotique et tirer le meilleur parti du sentiment d'humiliation, de la volonté du pays de préserver sa dignité face à l'Empire allemand, mais il est avant tout la première grande manifestation de la série d'assauts que subira, dès la fin du siècle, la démocratie française. Le libéralisme opportuniste qui, sous peine de succomber sous l'assaut combiné de la gauche et de la droite, ne pouvait que perpétuer l'immobilisme politique et social, doit alors faire face à la révolte d'une partie de sa clientèle traditionnelle. C'est ainsi que l'antiparlementarisme jacobin parvient à mobiliser des tempéraments autoritaires de gauche sur une plateforme idéologique qui est d'abord une critique négative de la faiblesse, de l'incohérence et du caractère impersonnel du régime. Stabiliser l'autorité, affermir l'exécutif, donner à l'Etat une tête et un cerveau — tel est l'objectif principal de l'idéologie boulangiste.

Cette révolte sans cadres politiques utilise des thèmes familiers à l'extrême-gauche et parvient ainsi à mobiliser une vaste clientèle populaire, celle-là même sur laquelle repose la République. Cela lui est d'autant plus aisé qu'elle allie à ces velléités autoritaires un évident souci social et surtout, un certain populisme flatteur pour la petite bourgeoisie et une large partie du prolétariat, encore peu perméable au socialisme mar-

xiste. C'est le succès qu'obtient la convergence de ces thèmes qui en fait la gravité, démontre la vulnérabilité de la démocratie libérale et explique ce phénomène dont on ne cesse de s'étonner : comment un mouvement conduit par un homme d'une médiocrité aussi consternante a-t-il pu faire trembler la République ? Si la chose fut possible, c'est peut-être parce que la politique, dès la fin du siècle dernier, ce n'est plus uniquement des idées, malgré ce que pensait Thibaudet.

En ce sens le boulangisme, et plus particulièrement le boulangisme barrésien, annonce bien un âge nouveau. Les idées qu'il préconise ne constituent pas une mise en forme cohérente de principes d'action se rattachant et provenant d'un système philosophique. Barrès n'affiche guère de telles prétentions : voilà pourquoi il n'éprouve nul besoin de s'engager dans des longs développements sur les mérites des institutions ou sur le sens de telle ou telle théorie politique. Il fait en revanche appel à un certain nombre de thèmes populaires et d'idées simples ; son boulangisme, comme son nationalisme du temps de l'Affaire, sont des synthèses qui ne manquent pas d'originalité et qui manifestent un sens aigu de la politique des masses.

Le boulangisme barrésien cumule en effet l'autoritarisme politique et un certain socialisme non-marxiste, plus tard antimarxiste : ce sont les deux aspects de l'antilibéralisme qui est au fond du boulangisme et plus tard du nationalisme. Contre l'institution qui incarne la démocratie libérale, Barrès fait appel au peuple ; contre les jeux du cirque du parlementarisme, il veut l'action directe ; contre la bourgeoisie triomphante, et en évoquant largement l'imagerie révolutionnaire, il veut mobiliser les couches sociales les plus défavorisées, menacées par de nouvelles techniques de production industrielle et des nouvelles méthodes de commercialisation.

Mais cette évocation de la Révolution ne garde rien de son sens jacobin et partisan ; elle en retient un certain vocabulaire mais en abandonne le contenu. Vidé de l'humanitarisme, de l'universalisme, de l'appel à la liberté que lui avait conféré la Révolution, ce vocabulaire de révolté sert à présent à battre en brèche la démocratie représentative. Au parlementarisme Barrès oppose le culte du chef, à l'incohérence des institutions, le sens de l'autorité, au capitalisme, un vague programme de réformes dont l'essentiel est un protectionnisme sommaire, mais appuyé sur un paroxysme verbal antibourgeois, susceptible de mobiliser les masses populaires.

Qu'une large partie du monde ouvrier et de la clientèle radicale ait donné son adhésion au boulangisme ne prouve pas qu'il était un mouvement de gauche ; cela veut dire seulement que, dans une situation donnée, les couches populaires peuvent aisément soutenir un parti au programme qui emprunte à la gauche ses valeurs sociales et à la droite ses valeurs politiques.

Telle fut l'originalité du boulangisme et c'est en cela que cette synthèse audacieuse préfigure les mouvements de masse du xxe siècle. Même éphémères, les triomphes du boulangisme montrent bien que toute la gauche n'était pas imperméable au culte de l'homme fort, qu'elle pouvait aisément s'accommoder de la défaite d'une République qui ne répondait pas à son propre idéal, qu'elle n'était pas insensible à la démagogie pour peu qu'elle livre à sa vindicte les grands seigneurs de la finance.

A cette synthèse qui, bien plus que l'élan patriotique et la conjoncture de tension avec l'Allemagne, fit la force du boulangisme, Barrès ajoute l'antisémitisme. Dans l'antisémitisme moderne Barrès croit avoir trouvé

le meilleur moyen d'intégrer le prolétariat dans la communauté nationale, il y voit le terrain idéal qui permettrait enfin de dépasser les clivages sociaux, de mobiliser la nation tout entière : c'est ainsi que Barrès transforme de simples sentiments xénophobes et antijuifs en un concept politique de première importance. Il est le premier penseur politique français à employer cette arme nouvelle en la dépouillant de toute signification confessionnelle, et, contrairement à Drumont, sans aucune référence à la vieille France monarchique.

Autoritarisme, culte du chef, anticapitalisme, antisémitisme, un certain romantisme révolutionnaire, tels sont les éléments essentiels du boulangisme barrésien. Cette synthèse, bien plus moderne que le boulangisme officiel, celui du Général et de son état-major, faite au nom de l'intérêt national considéré comme primant toute autre forme d'intérêt, annonce étrangement certaines formes de fascisme.

Le boulangisme qui recrute dans tous les milieux, qui rompt, l'espace d'un moment, les barrières des fidélités coutumières, l'expérience de *La Cocarde*, illustrent toutes les ambiguïtés d'une période qui voit se forger et se définir les positions qui permettront, au temps de l'Affaire, une redistribution des forces politiques et des courants idéologiques.

Au lendemain de l'effondrement du « Parti national », Barrès se rapproche considérablement du socialisme, sans pour autant abandonner les positions qu'il avait défendues dans le boulangisme. Cette cohabitation d'hommes et d'idées, qui pendant l'Affaire deviendra inimaginable, semble alors très naturelle. Une importante partie du monde ouvrier appuie volontiers toute forme d'opposition au régime, tout anticapitalisme, quelles que soient les motivations de ses alliés. Anciens boulangistes et socialistes mènent un même combat dans la Chambre élue en 1889, des députés guesdistes sont élus grâce aux voix boulangistes, et *La Cocarde* se considère comme un organe de rassemblement de toutes les oppositions ayant pour seules caractéristiques communes l'anticapitalisme et l'antilibéralisme. L'adhésion massive des ouvriers à ces opérations font du boulangisme un phénomène nouveau : pour la première fois on peut se réclamer de la grande Révolution, de 48 et de la Commune pour préconiser une « journée » populaire dont le bénéficiaire serait un sauveur, cet homme fort, honni de la vieille tradition républicaine. Pour la première fois on peut en appeler à des larges couches de la population et obtenir leur adhésion enthousiaste au nom de l'autoritarisme politique ; et ce sont d'authentiques hommes de gauche, des dissidents de l'extrême-gauche, qui lancent un mouvement qui se range résolument à la fois sous la bannière de l'autoritarisme et du suffrage universel, de l'homme élu par l'instinct du peuple et des réformes sociales. Des thèmes jusqu'alors considérés comme fondamentalement contradictoires, cessent de l'être au temps du boulangisme. C'est en cela que réside l'importance du boulangisme, souvent masquée par les aspects folkloriques du mouvement et la médiocrité de son chef.

L'Alsace-Lorraine et le problème allemand tiennent dans l'idéologie boulangiste une place dont il ne faut pas surestimer l'importance. Barrès, Laisant, Paul Adam se défendent de vouloir la guerre, Naquet n'en parle pas du tout, et si Rochefort mentionne l'ennemi, c'est pour traiter d'agent de l'étranger quiconque lui déplaît. Les boulangistes ne combattent pas pour les deux provinces mais contre la démocratie libérale ; accessoirement, bien sûr, ils n'omettent pas de souligner qu'un régime fort serait en mesure de venger la défaite. Ils s'attachent à tirer tout le profit possible de l'ardeur patriotique sincère et spontanée qui est le propre de la quasi-totalité des Français, mais à l'exception de Déroulède,

les yeux des chefs boulangistes restent bien davantage fixés sur le Palais-Bourbon et l'Élysée que sur la ligne bleue des Vosges.

Dans l'évolution de la pensée politique de Barrès le boulangisme est l'élément formateur, l'école dont le poids se fera désormais sentir en toute occasion. Le boulangisme n'est pas le nationalisme, mais il le prépare : le nationalisme de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est une synthèse de la politique boulangiste et de l'éthique antidreyfusienne, une éthique fondée sur les principes de déterminisme physiologique, sur l'antirationalisme, sur le relativisme moral, le culte de l'inconscient et la primauté de l'instinct.

La doctrine nationaliste se fixe et se définit sur l'Affaire, donc sur une crise politique et spirituelle qui ne touche que de très loin l'Alsace-Lorraine. Comme dans le boulangisme, l'ennemi de l'extérieur y joue surtout le rôle de manipulateur et de financier des forces occultes qui minent l'organisme national. Mais l'Allemand n'est pas plus haï que le Juif, le protestant ou le franc-maçon, au contraire. Pour un Soury, l'Allemand est un frère de race contre lequel il faut se battre pour affermir l'espèce ; pour un Drumont, qui ne cache guère son admiration pour la puissance et la vitalité des hommes d'outre-Rhin, il est un exemple à imiter<sup>[1]</sup>. Pour Jules Lemaître, le nationalisme est avant tout une forme d'antimarxisme, et il abandonne non seulement l'idée d'une guerre de reconquête mais aussi celle d'un éventuel retour des deux provinces. Quant à Barrès, indiscutablement plus marqué par le désastre, le problème des provinces perdues n'en occupe pas moins chez lui une place secondaire aussi longtemps que le nationalisme de combat garde ses chances en politique intérieure.

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est la droite qui annexe le nationalisme et en fait l'essentiel de sa doctrine. Mais cela ne s'est pas déroulé aussi naturellement qu'on pourrait le penser. Tout d'abord parce que la droite n'a jamais été la seule à se réclamer du nationalisme, ensuite parce que le nationalisme, au début, a refusé les options sociales de la droite et enfin, parce que, tout comme la droite, le nationalisme n'était pas un<sup>[2]</sup>. Ce n'est qu'au moment où il s'est heurté au marxisme, du fait que son grand souci était, justement, d'intégrer le prolétariat dans la communauté nationale et d'éliminer toute forme de particularisme — désamorcer la question sociale en somme — que le nationalisme est devenu l'allié de toutes les droites. Ce heurt est par ailleurs une des grandes raisons de l'apport petit-bourgeois qui a permis au nationalisme de jouer un rôle politique : c'est la petite bourgeoisie qui constitue déjà l'essentiel de la clientèle de la Ligue des patriotes et cette filiation se perpétue jusqu'aux ligues des années trente.

Sur le plan politique, le nationalisme antidreyfusard de Barrès reprend les grands thèmes du boulangisme, mais, faute de chef, il substitue au culte du chef celui de l'armée qui incarne la nation dans sa pureté et dans son indivisibilité. Sur le plan social, il professe un même anticapitalisme, il fait appel à l'État et au suffrage universel contre la ploutocratie : Barrès songe alors à l'élaboration d'un socialisme nationaliste, violemment antimarxiste. Si cette tentative a échoué c'est que, au cours des dix années qui séparent le boulangisme de l'Affaire, le socialisme marxiste et internationaliste a fait d'immenses progrès, et que l'engagement de la fraction organisée du prolétariat dans le dreyfusisme a donné un coup d'arrêt décisif à ces velléités de renouvellement de l'opération boulangiste. Mais le facteur essentiel qui contribue à la transformation du nationalisme est la nouvelle éthique que Barrès oppose à la mystique jacobine et humanitaire dont se nourrit le dreyfusisme.

En ce sens le nationalisme barrésien présente certaines caractéristiques que l'on pourrait aisément définir comme préfascistes ou annonçant le fascisme. Certes, une juxtaposition sommaire des thèses barrésiennes à celles employées dans les années vingt et trente par les mouvements totalitaires de droite, conduirait à une interprétation erronée de la pensée barrésienne<sup>[3]</sup> ; cependant il est évident que Barrès fut, en ce domaine, un précurseur.

En effet, Barrès a largement contribué à propager le culte de l'élan vital et à glorifier le mythe qui pousse à l'action indépendamment du degré de vérité qu'il renferme<sup>[4]</sup> : tel est finalement le sens de cette « fièvre » dont parle l'auteur de *L'Appel au soldat*. Barrès est très proche de l'éthos fasciste, émotionnel et sentimental, il a le même culte de la jeunesse, de l'aventure, de la lutte et de l'héroïsme, du sang et du sol, une même haine des valeurs bourgeoises, une même foi dans les forces de l'inconscient. Il y a aussi chez lui un certain romantisme de l'action, une mystique activiste, une force de refus que l'on retrouvera dans le fascisme. Sur le plan social, Barrès qui manifeste une même crainte de la société industrielle, du progrès technique, des grandes villes, professe un même anticapitalisme et énonce les thèses d'un socialisme nationaliste. La clientèle à laquelle il s'adresse est essentiellement petite-bourgeoise : Drumont avait lui aussi compris que c'était cette catégorie sociale, la plus menacée par l'évolution industrielle, qui serait la plus perméable à un appel aux armes. Pour lui comme pour Barrès, l'antisémitisme devient le moyen de mobilisation par excellence de ce vaste ensemble de couches sociales intermédiaires mal adaptées au monde moderne, et qui ne répondent ni à l'appel du marxisme ni à celui de la démocratie libérale.

Les hommes d'extrême-gauche, les communards et les blanquistes, ne manquent guère dans le rassemblement nationaliste : là encore le rapprochement avec le fascisme est frappant. Ce qui manque à ce nationalisme pour devenir celui du fascisme, c'est le chômage étendu, les paysans appauvris et les petits-bourgeois ruinés et terrorisés. Les conditions économiques et sociales de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle n'avaient pas encore produit les troupes de choc des mouvements révolutionnaires de droite. Les hommes du boulangisme et du nationalisme ne sont pas en rupture de ban, les antidreyfusards ne sont pas des déclassés ; c'est pourquoi la révolte qui gronde dans les dix dernières années du siècle ne débouche pas sur un mouvement capable de traduire en actes politiques cette masse de sentiments que charrie le nationalisme et qui exerce une influence déterminante dans la formation du climat fasciste.

Le phénomène d'« imprégnation fasciste » que l'on constate dans l'histoire du nationalisme français, mais que Raoul Girardet limite aux cinq ou six années qui précèdent la Seconde Guerre mondiale<sup>[5]</sup>, n'est donc pas fortuit, et il ne peut être considéré comme totalement nouveau dans la tradition du nationalisme français<sup>[6]</sup>. Une certaine continuité existe, semble-t-il, essentiellement au niveau des idéologies, de l'état d'esprit, d'une certaine sensibilité politique, qui tient de l'essence des traditions politiques.

Cependant, la pensée barrésienne comporte, parallèlement à son côté dynamique, mystique et romantique, un aspect solidement conservateur<sup>[7]</sup>. Ces deux formes de nationalisme coexistent chez Barrès dès la publication des *Déracinés* ; mais l'aspect conservateur ne se développe pleinement que lorsque Barrès juge le pays si malade, les forces de destruction si puissantes, que son salut exige tout d'abord de sauver ce

qui tient encore debout. D'autre part, dans cette bataille qui se livre dans les dernières années du siècle, à tous les niveaux de la vie politique, la droite classique devient le support essentiel du nationalisme de l'aventure. Elle lui fournit l'appui de l'Eglise, de l'armée et de nombreux intellectuels, mais en lui permettant de jouer le rôle d'une force politique et d'ébranler les assises de la République libérale, elle l'imprègne des valeurs qui lui sont propres. Cette alliance du nationalisme avec la droite traditionnelle est facilitée par le fait que ces deux familles spirituelles poursuivent les mêmes objectifs immédiats — destruction de la démocratie libérale et des valeurs spirituelles de la Révolution française — et que les hommes venus au nationalisme du blanquisme, de la Commune, du gambettisme, ont considérablement perdu de leur influence. On ne saurait comparer, vers 1905, l'audience d'un Rochefort, d'un Déroulède ou d'un Ernest Roche à ce qu'elle était dix ou quinze ans plus tôt. Le nationalisme constitue également pour la droite traditionnelle un facteur de rajeunissement : il lui fournit une doctrine, il vient combler un vide idéologique qui se faisait durement sentir.

La pensée barrésienne suit un même processus mais en sens inverse : dans l'esprit de Barrès le traditionalisme doit suppléer aux carences, démontrées dans les faits, de la mystique nationaliste, car il possède l'énorme avantage de puiser ses racines dans un terrain solide, immuable. Dans l'idée conservatrice le fait de l'existence pure et simple d'une chose la dote d'une valeur plus élevée<sup>[8]</sup> : c'est ainsi que Barrès découvre l'importance du passé, et celle du temps comme créateur de valeur. Dès lors, tout ce qui existe a une valeur positive parce que cela est né lentement et graduellement, parce que cela incarne le génie de la nation tel qu'il s'est exprimé à travers les siècles. La présence et l'immédiateté du passé tout entier deviennent une expérience réelle : le passé est considéré comme virtuellement présent, il est une source de certitude, de plénitude et de puissance morale.

« J'entrevois », écrit Barrès, « quand je me baigne dans la tradition française, j'entrevois, je ressens mon plein bonheur. Je vois dans notre histoire, dans notre littérature où dominent l'ordre et le *sens de l'honneur*, ma propre substance. Toute modification de ces forces porte préjudice à ma jouissance et nie des parties de moi-même. Je demande que la France, ou plutôt que l'idéal des Français, Ronsard, Racine, Chateaubriand, Corneille, Napoléon, continue de fleurir. Je n'ai pas besoin qu'il soit altéré. Voilà pourquoi je suis conservateur et ne veux pas qu'on désorganise l'Etat français »<sup>[9]</sup>.

Voilà pourquoi il écrit encore, dix ans plus tard, à la veille de la guerre : « Il faut des institutions traditionnelles, une éducation nationale, une religion acceptée. Sans quoi c'est une décadence de l'esprit »<sup>[10]</sup>. C'est ainsi que le nationalisme du refus accepte les lois et les verdicts de l'histoire : il s'agit là aussi bien d'un phénomène psychologique que d'une attitude politique. Cette acceptation de la réalité existante constitue le fondement du nationalisme conservateur. S'il s'oppose au nouveau mouvement nationaliste qui surgit sur sa droite, c'est que Barrès saisit parfaitement les contradictions internes du « nationalisme intégral ». A Maurras, il pose la question : comment la contre-révolution qui accuse les révolutionnaires d'avoir violé les lois de l'évolution organique, pourra-t-elle, elle-même, les respecter ? Il ne pense pas que le régime conforme au génie de la France doive demeurer, en ses caractéristiques majeures, immuable. Barrès sait également qu'en se refusant à faire la paix avec la Révolution, le nationalisme se condamnerait à l'impuissance

et s'étiolerait finalement en mythe rétrospectif. Or, pour lui, le nationalisme est une certaine façon de concevoir la vie : il ne peut donc se permettre de rester en dehors de la marche des événements.

C'est en cela que consiste précisément l'originalité du nationalisme barrésien qui est une synthèse du nationalisme romantique et dynamique, et d'un nationalisme socialement et politiquement conservateur. Il peut dépendre de la conjoncture politique que l'un de ces éléments dissimule la présence de l'autre, mais il ne l'abolit jamais totalement. C'est pour cette raison que la synthèse barrésienne fait date dans la tradition politique française : elle renferme en elle, dès les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, presque tous les éléments qui, jusqu'à la période la plus récente, composeront le ou les nationalismes français. Cette concordance de thèmes et de modes de pensée ne saurait être l'effet du hasard : elle montre à la fois la place qu'occupe Barrès dans la tradition politique française et la richesse d'une œuvre qui peut légitimement prétendre avoir nourri et nourrir encore la plupart des formes du nationalisme. Mais ce qu'elle met surtout en lumière, c'est la continuité et la stabilité du nationalisme : le vocabulaire, les structures, le style changent ; les idées fondamentales évoluent, mais, dans leur ensemble, elles demeurent.

---

Notes du chapitre

[1] En décrivant l'état-major prussien lors de son entrée à Paris, Drumont écrit : « L'ensemble (...) était grandiose (...) Tout ce groupe respirait l'Allemagne féodale, l'âge de fer, le règne de la force, le moyen-âge militaire » (*La France juive*, t. I, p. 395).

[2] S'il bascule vers la droite, le nationalisme n'en conserve pas moins deux tendances nettement distinctes. Il existe, comme le montre Jean Touchard, un nationalisme qui est nationaliste avant d'être de droite, et un nationalisme bourgeois qui est de droite avant d'être nationaliste : cf. Jean TOUCHARD, *Le Mouvement des idées politiques dans la France contemporaine*, Cours professé à l'Institut d'études politiques de l'université de Paris durant l'année 1964-1965, p. 18. Ce dernier aspect du nationalisme est relativement peu étudié : il est vrai qu'il exerce sur l'historien des idées politiques un moindre attrait que le nationalisme romantique. C'est aussi à celui-ci que Raoul GIRARDET consacre son article « Pour une introduction à l'histoire du nationalisme français », *Revue française de science politique*, 8 (3), sept. 1958, pp. 505-528. Dans cette étude, Raoul Girardet remarque que l'histoire du nationalisme doit être nettement distinguée, tout au moins dans le cadre de la France, de celle de l'idée et de conscience nationale (p. 506). Il s'agit en effet d'un phénomène d'une ampleur bien plus considérable. C'est pourquoi il nous semble que, dans le cas de Barrès, Raoul Girardet accorde une importance quelque peu démesurée au poids de la défaite : cf. son article dans *La Table ronde*, n° 111, mars 1957 : « Un tournant du nationalisme français », où il considère que le nationalisme de Barrès puise ses racines « dans les images ineffaçables de la défaite » (p. 190).

Sur les diverses « droites », cf. l'ouvrage de René RÉMOND, *La Droite en France, De la première Restauration à la Ve République*. René Rémond distingue trois droites : légitimiste, orléaniste, bonapartiste. Une droite légitimiste — des Ultras à Maurras ; une droite orléaniste — de la Monarchie de Juillet à M. Pinay et finalement une droite bonapartiste : c'est dans cette dernière tradition que s'inscrivent le boulangisme, le nationalisme et le gaullisme. Sur la poussée nationaliste qui précéda la guerre, cf. l'étude de Eugen WEBER : *The Nationalist revival in France*, Berkeley, University of California Press, 1968. On consultera également l'ouvrage collectif, édité par David SHAPIRO, *The Right in France 1890-1919, Three studies*. Saint-Antony's papers, number 13, London, Chatto and Windus, qui contient trois études : David SHAPIRO, *The Ralliement in the politics of the 1890's* ; D.R. WATSON, *The Nationalist movement in Paris, 1900-1906* et Malcolm ANDERSON, *The Right and the social question in Parliament, 1905-1919*.

[3] Les interprétations de la pensée barrésienne ne cessent, très souvent, de surprendre. C'est ainsi que Hans KOHN place la doctrine de la Terre et des Morts sur le même pied que *Blut und Boden* de Hitler (*Nationalism, its meaning and history*, Princeton, Van Nostrand Company, 1955, p. 75), ou que Peter VIERECK, dans son ouvrage sur les origines du nazisme, présente Barrès comme « le plus grand philosophe français du fascisme, le saint patron du régime français de 1941 » (*Metapolitics, The roots of the nazi mind*, pp. 128-129). Il est vrai qu'il ne lui consacre guère plus de quatre lignes. Quant à l'historien américain Boyd C. SHAFER, Barrès est selon lui « l'un des derniers royalistes réactionnaires français » dont le nationalisme « était si enragé dans l'extase qu'il est presque impossible d'en saisir le sens » (*Le Nationalisme, Mythe et réalité*, trad. franç., Paris, Payot, 1963, p. 28). Dans un même ordre d'idées, Herbert TINT traite Barrès d'exhibitionniste (*The Decline of French patriotism*, London, Weidenfeld and Nicholson, 1964, p. 110). C'est là une opinion qui avait déjà été exprimée dans les années vingt par Edouard Berth et par André Suarès, et elle est très représentative de l'idée que l'on se faisait de Barrès dans certains secteurs de l'opinion. « Edition abâtardie » de Maistre et de Chateaubriand (Edouard BERTH, *La Fin d'une culture*, Paris, Marcel Rivière, 1927, p. 106), Barrès lance le nationalisme comme un exercice spirituel, dans la lignée des expériences que ce « bourgeois voluptueux » avait entrepris

dans *Le Culte du Moi* (*op. cit.*, p. 129). Cet « écrivain de talent, mais intelligence médiocre, rhéteur en toute manière, bourgeois sans noblesse ... féru de jouer un grand rôle et tout incapable de le tenir... » (André SUARÈS, *Sur la vie, essais*, Paris, Emile Paul, 1925, t. I, p. 377), qui n'est, selon Daniel HALEVY, « jamais tout entier dans chacune de ses pensées » (*Quelques nouveaux maîtres*, Paris, E. Figuières, 1914, p. 4), qui « joue de la raison comme d'autres de la flûte » (Jules RENARD, *Journal inédit*, Paris, F. Bernouard, 1926, t. II, p. 625) est incapable d'« être le croyant d'aucune foi » (Julien BENDA, « De Gide, de Mauriac, de Barrès », *La Nouvelle revue française*, 1<sup>er</sup> octobre 1932, p. 620). On ne peut pas ne pas remarquer que ces dernières critiques s'adressent précisément à ce qu'il y a de plus attachant chez Barrès : les hésitations qu'on lui reproche sont la conséquence de sa longue marche à la recherche de la vérité, des difficultés qu'éprouve l'intellectuel pour se faire l'homme d'un parti. Cf. par exemple *Mes Cahiers*, t. VIII, p. 95 : « Je ne puis être d'un parti, je n'en ai jamais été » ou « Le point de vue historique », *La Cocarde*, 16 février 1895 : « Je ne puis arriver à me passionner pour des demi-vérités. Je ne ferais jamais un "boulangiste" ou un "anti-boulangiste" convaincu ». Même au temps du nationalisme des doutes de cette nature persistent encore. A l'autre extrémité de l'éventail des appréciations sur l'œuvre barrésienne, on trouve les apologies d'Henri Massis, de Pierre de Boisdeffre, de Jean-Marie Domenach ou celles qui furent réunies dans un numéro spécial de *La Table ronde* (n° 111, mars 1957) et dont la contribution d'Henri Gouhier — « Du culte du Moi à la vie de l'âme » — éclaire bien l'esprit : selon cet auteur, ce fut la situation européenne et non la logique de son système qui détourna Barrès de développer les conséquences politiques de son humanisme (p. 185).

Il convient de signaler finalement l'usage qui peut être fait de l'œuvre barrésienne dans les affrontements politiques de notre temps. Aragon, on le sait, se dit barrésien et l'une des raisons essentielles qu'il en donne est résumée dans le texte suivant : « Barrès est l'expression de la bourgeoisie de son temps qui était nationaliste et chauvine, mais il ne peut être aujourd'hui réclamé par une bourgeoisie qui a perdu le sens national, et qui pour conserver ses privilèges et ses biens matériels, est prête à faire bon marché de l'indépendance nationale (...)

J'ai le regret d'avoir à dire que, pour étroit qu'il soit, le nationalisme de Barrès est plus proche de ce que je ressens, et sans doute de ce que ressent aujourd'hui l'avant-garde ouvrière dans notre pays (...) car, comme Barrès, les hommes de notre peuple ne sont pas disposés à sacrifier ce qui est national à une Europe, par exemple, fabriquée par MM. Blum et Churchill et financée par M. Marshall ».

(*La Lumière de Stendhal*, Paris, Denoël, 1954, p. 265)

[4] 4. Cf. J.L. TALMON, *op. cit.*, p. 78.

[5] Raoul GIRARDET, « Notes sur l'esprit d'un fascisme français », *Revue française de science politique*, 5 (3), juil. 1955, p. 530.

[6] Raoul Girardet considère en revanche cette tonalité fascisante que présente le nationalisme français comme tout à fait nouvelle et originale dans son histoire (art. cité, pp. 530-532).

[7] Il n'est pas sans intérêt de constater qu'une même synthèse était le propre du régime de Vichy. Sur ces deux aspects de la « Révolution nationale », cf. Stanley HOFFMANN, « Aspects du régime de Vichy », *Revue française de science politique*, 6 (1), janv. 1956, p. 45.

[8] Karl MANNHEIM, *Idéologie et utopie*, Paris, Marcel Rivière, 1955, pp. 189-191.

[9] *Mes Cahiers*, t. IV, p. 67. Ce texte est intitulé : « Comment je suis conservateur ».

[10] *Mes Cahiers*, t. X, pp. 280-281.